

Procès-verbal de l'assemblée publique
Racisme et discriminations systémiques - Reddition de comptes 2021

COMMISSION CONJOINTE : COMMISSION SUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET LA DIVERSITÉ MONTRÉLAISE
(CDSDM) - volet municipal et

COMMISSION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (CSP)

Le mardi 29 mars 2022, à 9 h 30

Par visioconférence

[Webdiffusion de l'assemblée en différé](#)

PRÉSENCES COMMISSAIRES

Mme Daphney Colin, présidente de la CSP et co-présidente de cette commission conjointe

M. Abdelhaq Sari, vice-président de la CSP

Mme Christina Smith, vice-présidente de la CSP

M. Younes Boukala, membre de la CSP

Mme Lisa Christensen, membre de la CSP

M. Marc Doret, membre de la CSP

M. Benoît Gratton, membre de la CSP

Mme Gracia Kasoki Katahwa, membre de la CSP

Mme Maeva Vilain, présidente de la CDSDM et co-présidente de cette commission conjointe

Mme Mary Deros, vice-présidente de la CDSDM

Mme Nancy Blanchet, membre de la CDSDM

Mme Catherine Clément-Talbot, membre de la CDSDM

M. Josué Corvil, membre de la CDSDM

M. Sterling Downey, membre de la CDSDM

Mme Mindy Pollak, membre de la CDSDM

Mme Marie Sterlin, membre de la CDSDM

ABSENCE COMMISSAIRE

Mme Michèle Flannery, membre de la CDSDM

PERSONNES

INVITÉES

Mme Josefina Blanco, membre du comité exécutif et responsable de la diversité, de l'inclusion sociale, de l'itinérance, de l'accessibilité universelle, de la condition féminine, de la jeunesse et des personnes âgées

Mme Dominique Ollivier, présidente du comité exécutif et responsable des finances, des ressources humaines, des relations gouvernementales, de la lutte au racisme et aux discriminations systémiques et de la langue française

M. Alain Vaillancourt, membre du comité exécutif et responsable de la sécurité publique

Me Marie-Ève Lachapelle Bordeleau, Commissaire aux relations avec les Peuples autochtones

Mme Bochra Manaï, Commissaire à la lutte au racisme et aux discriminations systémiques

Mme Nadia Bastien, Directrice, Service de la diversité et de l'inclusion sociale

Mme Geneviève Beauregard, Directrice, Service des ressources humaines

M. Alain Bond, Contrôleur général

Mme Diane Bouchard, Directrice générale adjointe, Service des ressources humaines

Mme Lucie Careau, Directrice par intérim, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Mme Isabelle Chabot, Présidente, Commission de la fonction publique de Montréal

Mme Anne Chamandy, Directrice, relations avec les partenaires et communications, Service de police de la Ville de Montréal

Mme Nathalie Clément, Directrice exécutive Métro et Exploitation Bus, Société de transport de Montréal

Mme Mélissa Cormier, Cheffe de division, Service des ressources humaines

M. Kevin Donnelly, Directeur cinéma, festivals et événements, Service de la culture

M. Ivan Fillion, Directeur, Service de la culture

Mme Dominique Gazo, Directrice bibliothèques, Service de la culture

M. Serge Lamontagne, Directeur général

M. Simon Lefrançois, Directeur dotation et diversité en emploi, Service des ressources humaines

M. Richard Liebmann, Directeur, Service de sécurité incendie de Montréal

Mme Anik St-Pierre, conseillère en planification, Service de sécurité incendie de Montréal

Mme Marie-Josée Meilleur, Cheffe de division, Service de la diversité et de l'inclusion sociale

M. Rouzier Metellus, adjoint à direction générale, Office municipal d'habitation de Montréal

Mme Geneviève Pichet, Directrice développement culturel, Service de la culture

M. Pascal Richard, Inspecteur-chef, Service de police de la Ville de Montréal

M. Vincent Richer, Directeur adjoint, Service de police de la Ville de Montréal

M. Éric Soumpholphakdy, inspecteur, Service de police de la Ville de Montréal

M. Emmanuel Tani-Moore, Directeur et greffier, Service du greffe

Mme Clotilde Tarditi, Directrice, Service de l'habitation

M. Jean Therrien, Directeur, Bureau des relations gouvernementales et municipales

M. Yael About, attaché politique, Service du greffe

M. Moussa Sène, Responsable du soutien aux élus-es, Service du greffe

Mme Sarah Sultani, Responsable du soutien aux élus-es, Service du greffe

Le quorum est atteint.

1. Ouverture de la séance

La séance est ouverte à 9 h 30. Mme Daphney Colin, présidente de la Commission sur la sécurité publique et co-présidente de l'assemblée de la Commission conjointe, souhaite la bienvenue aux personnes qui assistent à cette discussion publique, en son nom et en celui de Mme Maeva Vilain, présidente de la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise et co-présidente de la Commission conjointe.

Mme Daphney Colin invite la co-présidente, Mme Maeva Vilain, et ses collègues commissaires à se présenter à tour de rôle. Elle excuse l'absence de Mme Michèle Flannery.

Mme Daphney Colin invite Mme Dominique Ollivier, présidente du comité exécutif et responsable des finances, des ressources humaines, des relations gouvernementales, de la lutte au racisme et aux discriminations systémiques et de la langue française, à prendre la parole pour introduire la discussion publique.

Mme Daphney Colin rappelle le contexte dans lequel s'inscrit cette discussion publique portant sur la reddition de comptes des 38 recommandations du rapport de consultation de l'Office de consultation publique de Montréal sur le racisme et les discriminations systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal, ainsi que sur la planification, les actions et les engagements pour l'année 2022.

2. Lecture et adoption du projet d'ordre du jour

Mme Daphney Colin donne lecture de l'ordre proposé.

Sur une proposition de Mme Catherine Clément-Talbot, appuyée par M. Benoit Gratton, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité tel que proposé.

3. Présentation du Bureau de la lutte au racisme et aux discriminations systémiques - État d'avancement et engagements 2022

Mme Daphney Colin, coprésidente, cède la parole au directeur général de la Ville de Montréal, M. Serge Lamontagne, pour un mot d'introduction.

Mme Bochra Manaï, Commissaire à la lutte au racisme et aux discriminations systémiques, présente les personnes qui l'accompagnent et entame la [présentation](#) de l'état d'avancement des travaux de l'administration municipale en matière de lutte contre le racisme et les discriminations systémiques et les engagements pour 2022.

Mme Bochra Manaï demande ensuite aux représentants et représentantes des services de la Ville de présenter les actions et initiatives entreprises par leur équipe en 2021 et 2022 :

- M. Jean Therrien, Directeur du Bureau des relations gouvernementales et municipales;
- Mme Diane Bouchard, Directrice, Service des ressources humaines;
- M. Alain Bond, Contrôleur général;
- Mme Isabelle Chabot, présidente de Commission de la fonction publique de Montréal;
- M. Pascal Richard, Inspecteur-chef et M. Éric Soumpholphakdy, inspecteur, Service de police de la Ville de Montréal;
- Mme Nathalie Clément, Directrice exécutive Métro et Exploitation Bus, Société de transport de Montréal;
- Mme Nadia Bastien, Directrice, Service de la diversité et de l'inclusion sociale;
- M. Rouzier Metellus, adjoint à direction générale, Office municipal d'habitation de Montréal;

- M. Richard Liebmann, Directeur, Service de sécurité incendie de Montréal;
- M. Ivan Filion, Directeur, Service de la culture;
- Mme Nadia Bastien, Directrice, Service de la diversité et de l'inclusion sociale et Mme Lucie Careau, Directrice par intérim, Service de l'urbanisme et de la mobilité;
- Mme Clotilde Tarditi, Directrice, Service de l'habitation;
- Me Emmanuel Tani-Moore, Directeur et greffier, Service du greffe.

Mme Bochra Manaï excuse l'absence de Me Nadine Mailloux, Ombudsman de Montréal, et présente les actions et initiatives de l'Ombudsman de Montréal.

Mme Bochra Manaï remercie ses collègues et leurs équipes pour leur travail dans cette démarche collective.

3.1. Période de questions et commentaires du public

La coprésidente, Mme Daphney Colin, explique le déroulement de la période de questions et invite Mme Maeva Vilain, co-présidente, à lire les questions et commentaires reçus par les citoyennes et les citoyens.

Citoyen / Citoyenne	Questions / Commentaires
Mme Alyssia Rubertucci, journaliste	Mme Rubertucci a été mise en contact avec le service des relations avec les médias.
M. Ted Rutland, Concordia University	La majorité des experts et des citoyens comprennent que nous demandons actuellement à la police de répondre à trop de types de situations. Il existe un consensus, y compris parmi les policiers, selon lequel la police ne devrait pas répondre à des situations impliquant des maladies mentales, des sans-abri et des surdoses de drogues. Que fait la Commission pour réduire le champ d'action de la police et créer des réponses alternatives aux situations pour lesquelles la police n'est pas formée ?
Mme Dina Hussein	Il est indiqué dans le rapport d'avancement que des employés de la Ville ont reçu des formations en ÉDI pour favoriser une meilleure consolidation des pratiques inclusives. Comment il a été évalué que ces formations de sensibilisation permettent au niveau des livrables d'atteindre vos objectifs tant quantitatif que qualitatif pour favoriser l'employabilité des minorités, notamment les jeunes personnes racisées ?
Mme Guylaine Dionne, Syndicat des fonctionnaires	Nous aimerions connaître la constitution des membres de cette Commission et la durée du mandat auquel elle avait le mandat ?

municipaux de Montréal	Cette Commission sera-t-elle prolongée pour un deuxième mandat étant donné les problématiques sociétales auxquelles la Ville de Montréal doit conjuguer et cette Commission invitera-t-elle les partenaires de la société civile, tels les syndicats, à siéger et participer au développement et à l'identification des enjeux entourant les questions en matière de lutte contre le racisme et les discriminations ?
M. Udayan Sen	Il est important que le capacitisme soit également inclus dans les discriminations auxquelles il faut s'attaquer. Quelles sont les mesures concrètes prévues par cette Commission pour reconnaître et lutter contre le capacitisme ? Plusieurs acteurs du milieu des personnes handicapées ont demandé qu'un.e commissaire ou un Bureau de l'accessibilité universelle et du capacitisme soit établi au niveau municipal. Est-ce que c'est prévisible ?

M. Abdelhaq Sari demande à ce que les questions des citoyens et citoyennes soient partagées à l'ensemble des commissaires. Mme Maeva Vilain demande aux secrétaires-recherchistes d'envoyer les questions et commentaires aux commissaires par courriel.

Mme Sharon Nelson	I would like to know why so many racialized English-speaking communities were excluded on this matter that is of utmost concern?
M. Bryant Chang, Chinese Association of Montréal (CAM)	What has the Anti-Racism Commissioner done with Recommendation 31 to help Chinatown businesses recover from pandemic, and overcome barriers to economic development & tourism investments? Will the City include Chinatown merchants & businesses in its 2022-2030 Downtown Strategy, and make information available in English?
Mme Lynda Khelil, Ligue des droits et libertés	Ma question concerne la rec. #19 qui vise à renforcer le rôle de la CSP comme instance de surveillance civile du SPVM. Quelles sont les étapes de travail déterminées par le Service du Greffe et le BRDS pour réaliser la rec #19? Est-ce que la Ville de Montréal a commencé à faire des représentations directement auprès du gouvernement du Québec pour amender l'article 72 de la Charte de la Ville de Montréal pour inclure deux membres indépendants représentant de la société civile au sein de la CSP?
Mme Élisabeth Dupuis, Ligue des droits et libertés	Le document concernant l'état d'avancement des travaux sur les recommandations de l'OCPM ne contient pas d'info au sujet des 2 premiers points de la rec. 17. Est-ce que la CSP tiendra, oui ou non, une séance publique où les candidat-e-s finalistes au poste de directeur-trice du SPVM vont se présenter et répondre aux questions

	du public? Si la réponse est non, pouvez-vous expliquer concrètement pourquoi et comment la Ville va inclure la population dans le choix du prochain-e directeur-trice?
Mme Gabriella Marquez-Fry	Dans le contexte de la démission du directeur Sylvain Caron, comment la Ville de Montréal prévoit-elle assurer un processus transparent et participatif pour la nomination du prochain directeur du SPVM, étant donné que les recommandations 17 et 19 ne sont toujours pas mises en place?
Mme Lynda Khelil, Ligue des droits et libertés	En 2018, la CSP avait tenu une séance publique où M. Sylvain Caron avait fait une présentation en tant que personne sélectionnée au poste de directeur et avait répondu aux questions d'organisations et de citoyen-ne-s. Est-ce que la CSP va à nouveau tenir une séance publique similaire avec le ou la candidat-e sélectionné-e?
Mme Jacinthe Poisson	Ma question concerne l'analyse des règlements municipaux pouvant induire du profilage racial et social. Il s'agit d'une recommandation émise en 2017 à la suite d'une consultation publique tenue par la CSP et la CDSDM. Les organismes qui ont participé à la démarche de révision de la réglementation ont transmis leurs analyses et recommandations au SDIS à l'automne 2020. Pourquoi est-ce si long? Quelles sont les prochaines étapes et quand est-ce que le rapport final sera rendu public?

La co-présidente, Mme Maeva Vilain, avise les participants-es que la période de questions et commentaires du public est prolongée de 30 minutes.

Citoyen / Citoyenne	Questions / Commentaires
M. Steve Camiré	En mai dernier, la Ville de Montréal et le Syndicat des cols bleus regroupés ont rendu public deux rapports d'expertise sur le racisme systémique dans l'emploi à l'arrondissement de Montréal-Nord. La Ville de Montréal s'engage-t-elle à réparer les préjudices subis par ces cols bleus discriminés et si oui, quelles mesures concrètes telle la compensation financière pour les cols bleus discriminés et les sanctions disciplinaires pour gestionnaires responsables ont-elles été mises en place?
Mme Isabelle Bizier-Brière	En mai dernier, la Ville a rendu public le rapport de la professeure Tania Saba sur les pratiques de racisme dans la dotation dirigés contre les cols bleus racisés et leurs alliés à Montréal-Nord, plus de 20

	recommandations pour mettre fin à ce fléau. Le Commissaire peut-elle dire si ces recommandations ont été mises en œuvre et sinon, quel est son échéancier pour la mise en œuvre et pour créer un milieu de travail sans racisme et sans violence?
M. Dominique Peschard, Ligue des droits et libertés Mme Karina Toupin	Dans l'état d'avancement des travaux, il est écrit que le SPVM n'utilise pas de technologie de reconnaissance faciale (RF). En 2019, le SPVM avait refusé de dire à la CSP si elle utilisait des logiciels de RF, puis en 2020, le directeur Caron a déclaré que le SPVM n'en possède pas et n'en utilise pas, mais il n'excluait pas avoir recours aux services de tiers. Est-ce que, oui ou non, le SPVM a eu recours à des services de RF de tiers depuis 2018? Si oui, pour quels usages et combien de fois?
Mme Joan Lee, West Island Black Community Association (WIBCA)	How does the city ensure that all boroughs West, East, North and South of the city and their community organizations are equitably funded, particularly in respect to violence prevention programs? Will the city ensure territorial equity in funding community organizations that are working, or would like to work in crime prevention?
M. Fo Niemi, Centre de recherche-action sur les relations raciales CRARR	À la page 35 du rapport, le SPVM constate que « la collecte systématique de données à l'occasion d'une interpellation policière est susceptible de causer préjudice aux personnes interpellées » ? Puisque le Tribunal des droits de la personne a déjà légalisé la collecte de telles données dans une décision en 2020, le SPVM devra-t-il changer sa position et procéder à recueillir systématiquement des données basées sur la race des personnes interpellées afin de mieux contrer le profilage racial ?
Mme Monique Barling, Desta	Have those responsible for crime prevention programs and initiatives such as, Forum on Violence, solicited the participation of racialized English-speaking organizations, Indigenous organizations, and youth in the meeting on March 17th and in the last part of the summit to be held on March 31st? If not, why? Do you have a plan to include them in the last part of the summit on March 31st?
Mme Brianna Reece	The ADS+ tool does not include language as a ground of discrimination, although Art. 2 of the Montreal Charter of Rights and Responsibilities identifies language as a ground of non-discrimination. Do you recognize that by not including language, the ADS+ tool allows for systemic discrimination against racialized and Indigenous English-speaking communities and those who do not yet speak French nor English in City policies and services?

Mme Thelma Castro de Jesus, Filipino Parents Association in Quebec	Why were several English speaking groups excluded or not invited from the forum on violence & in several crime prevention initiatives?
Mme Diane Lamoureux	La consultation des personnes directement concernées est prévue à la recommandation 31, mais pourquoi ne pas envisager des formes de consultation dans les domaines de la culture (recommandations 26 et 27) et du logement (recommandation 33)?
M. Jerome Saulnier	Le capacitisme est ancré dans toutes les facettes de la ville, à l'intérieur et à l'extérieur de l'appareil municipal, dans les instances et dans les bâtiments privés. C'est une discrimination mal comprise et fortement sujette à l'invisibilisation, mais qui touche beaucoup de monde, car elle est à l'intersection d'autres oppressions et aussi de certains privilèges. Le BRDS envisage-t-il des mesures pour lutter contre ce fléau, par exemple embaucher une ou un chargé-e d'expertise en capacitisme?

3.2. Période de questions et commentaires des membres de la Commission conjointe

La co-présidente, Mme Daphney Colin, invite maintenant les commissaires qui le souhaitent à prendre la parole.

Commissaires	Questions / Commentaires
Mme Mary Deros	La recommandation 2 formulée par l'OCPM prévoit qu'un plan d'action soit présenté par la Ville en l'espace d'un an. Le rapport a été publié en juin 2020 et, à ce jour, la Ville n'a toujours pas publié de plan d'action. Lors de la présentation budgétaire du Service de la diversité et de l'inclusion sociale, on apprenait que le plan intégré de lutte contre le profilage racial et social de la Ville de Montréal était en rédaction en 2021. Demande où en sont ces travaux, et si le plan d'action pourra être dévoilé et les actions mises en place cette année.
M. Josué Corvil	Dans sa recommandation 14, l'OCPM demandait que la Ville de Montréal prépare des propositions pour accélérer la progression et la promotion en emploi des personnes membres des cinq groupes du programme d'accès à l'égalité en emploi, et demandait à la partie syndicale de formuler des propositions à cet égard. S'enquiert d'une demande faite à propos de l'affichage de nouveaux postes vacants

	<p>tant à l'interne qu'à l'externe. / À la page 31 du document présenté aujourd'hui, il est écrit que le Bureau de la Commissaire à la lutte au racisme et aux discriminations systémiques a entamé des rencontres avec les représentants syndicaux en 2021, sans plus de détails. Demande à prendre connaissance des propositions de la Ville de Montréal pour accélérer la progression et la promotion en emploi des personnes membres des cinq groupes du programme d'accès à l'égalité en emploi et si elles sont mises en œuvre à ce jour. Demande des statistiques pour étayer les réponses.</p>
M. Abdelhaq Sari	<p>Remercie les personnes présentes pour leur présentation. Concernant les recommandations 17 et 19 de l'OCPM, constate qu'en fouillant dans le rapport, on ne trouve pas beaucoup de détails sur les changements législatifs, sur la Commission de la sécurité publique ou sur le processus de nomination d'un-e chef-fe pour le SPVM. / Souhaite connaître l'échéancier de l'administration, et savoir s'il est possible d'accélérer l'implantation des recommandations. / Sur l'enjeu de la transversalité, abordé par plusieurs intervenants-es aujourd'hui, constate que certains services continuent de travailler en silo, ce qui est une problématique de la Ville.</p>
Mme Catherine Clément-Talbot	<p>En lien avec les enjeux de racisme et de discrimination systémique, le Service de la diversité et de l'inclusion sociale a reçu, en 2017, le mandat de réviser le règlement ayant un potentiel impact sur les profilage racial et social et ceux dont l'application concrète a pour effet d'induire des comportements de profilage. Demande où en sont ces travaux de révision.</p>
M. Younes Boukala	<p>Remercie Mme Bochra Manaï pour son travail. Dans le document principal, il est indiqué que la Commissaire à lutte au racisme et aux discriminations systémiques a fait de l'accompagnement auprès de 32 candidats employés. Souhaite connaître la nature de cet accompagnement et s'il a mené à des référencement vers d'autres services.</p>
Mme Lisa Christensen	<p>Le rapport d'enquête de la professeure Tania Saba et un rapport d'expertise font état de racisme à l'encontre de cols bleus de l'arrondissement de Montréal-Nord. Demande des explications quant à l'accompagnement du Bureau de la commissaire à la lutte au racisme et aux discriminations systémiques envers l'arrondissement pour résoudre cette situation, et si les élus-es ont un rôle à jouer.</p>

8. Levée de l'assemblée

La co-présidente, Mme Daphney Colin, remercie les personnes du public qui ont pris le temps de participer à la discussion, ainsi que les commissaires et les responsables des services.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 12 h 39.

APPROUVÉ LE : 28 mars 2023

ORIGINAL SIGNÉ

Daphney Colin et Maeva Vilain
Co-présidentes de la commission conjointe

ORIGINAL SIGNÉ

Virginie Harvey pour
Lydia Atrouche et Marie-Claude Haince
Secrétaires-recherchistes